

« **Il sera difficile de nous faire plier** »

samedi 6 juillet 2019, par [MOSQUERA Martín](#), [PEREZ BORGES Stalin](#) (Date de rédaction antérieure : 1er novembre 2018).

Avant de parler de la crise politique actuelle, comment décrirais-tu la crise sociale et économique que le Venezuela traverse actuellement ?

Cette question nécessite une très longue réponse, alors je commence par m'excuser pour la lassitude que cela peut causer. La crise économique et sociale qui s'est accélérée de façon spectaculaire depuis maintenant environ cinq ans et a atteint ces eaux pourries d'hyperinflation dans lesquelles nous survivons à peine, qui a battu le record du monde, est à l'origine du grand mécontentement qui règne. Et aussi du changement important dans les rapports de force politiques dans la conjoncture actuelle. C'est, pour moi, une conséquence de trois faits fondamentaux, deux de nature circonstancielle et un de nature structurelle.

Les circonstances sont, en premier lieu, le sabotage et le blocus économique, décrits par le gouvernement comme la « guerre économique ». Ce fait est le facteur le plus déterminant de la situation économique et sociale très grave que nous vivons. Le siège commercial et le blocus ont contribué à la paralysie de 80 % du peu que produisent les industries du pays, en même temps qu'il imposait une réduction importante des énormes quantités d'importations de denrées alimentaires, de médicaments, de matières premières et de machines. Et c'est aussi l'origine de l'accaparement et du fait que des commerçants peu scrupuleux fixent les prix de toutes sortes de marchandises, y compris du dollar.

Le deuxième élément circonstanciel, même s'il est aussi de vieille date, ce sont la corruption, l'incapacité et l'impunité, dont les indices sont exponentiels ces cinq dernières années. La corruption et l'incapacité des fonctionnaires du gouvernement sont très grandes et néfastes. Dans de nombreux cas, les actes de sabotage des employeurs et de l'impérialisme bénéficient d'une complicité impunie des fonctionnaires militaires et civils, en ce qui concerne la hausse spéculative des prix des marchandises dont la population a besoin.

Et le problème structurel c'est la très faible capacité de production nationale. Cela est également dû au niveau historique élevé des rentes pétrolières, qui ont fait de la bourgeoisie locale une classe sociale très parasitaire, toujours très dépendante du prix du baril de pétrole. Elle préfère importer que produire et exporter. Une sorte de patrimoine génétique ou culturel de cette vieille bourgeoisie et de cette bureaucratie d'État corrompue que la bolibourgeoisie, qui a émergé ces 18 dernières années, a également adopté. Dans cette faiblesse structurelle de la production industrielle nationale, il y a les responsabilités de 50 ans de la IV^e République et de 20 ans de la V^e République. Depuis Chávez, le nécessaire développement de l'industrie nationale, malgré quelques programmes et plans présentés, n'a pas dépassé le niveau des écrits. Avec Chávez, de 2007 à 2012, cette incapacité à produire n'a pas suscité de mécontentement, car les prix élevés du pétrole ont suffi à importer au-delà du nécessaire. Mais depuis 2013 jusqu'à maintenant, avec Maduro, cet échec a été payé au centuple. À partir de la baisse des prix du pétrole, il n'y eut plus d'argent pour l'importation, ni pour que l'industrie nationale, y compris les sociétés transnationales, puissent se procurer légalement les dollars au taux de change garanti. La lutte de ces secteurs sociaux pour s'approprier la distribution

de ces revenus est la principale raison pour laquelle, au cours de ces 20 années des gouvernements chavistes, les complots et la haine mortelle n'ont pas cessé. C'est là qu'entrent en plus dans le jeu les intérêts des impérialismes yankee et européen.

Le 23 janvier, une nouvelle mobilisation de l'opposition a eu lieu, dans le contexte du climat putschiste inauguré par « l'autoproclamation » de Juan Guaidó en tant que « président en exercice ».Quelle était l'ampleur de ces mobilisations et leur niveau de soutien parmi les classes populaires ?Perçoit-on une extension vers les classes populaires de la base de soutien de l'opposition ou maintient-elle sa ligne de flottaison dans les secteurs moyen et supérieur ?

Convoquées par l'opposition, les marches du 23 janvier 2019 étaient d'une taille impressionnante. Les rassemblements de Caracas et de Valence ont rassemblé à la fois des habitués et des habitants. Cela a ravivé un grand nombre. Les secteurs de droite étaient très passifs depuis l'élection de l'Assemblée nationale constituante. Depuis cette élection jusqu'au 23 janvier ils ne prenaient pas part aux mobilisations. Ils se limitaient aux campagnes médiatiques contre le gouvernement (profitant du mécontentement qui s'était répandu parce que le gouvernement n'avait pas été en mesure de contrecarrer efficacement les effets de la « guerre économique ») et contre la complicité des fonctionnaires corrompus dans la spéculation.

Les solutions du président Maduro consistaient à fournir les fameux paniers de nourriture par les Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP), à décréter des bons de compensation pour diverses causes, à augmenter continuellement le salaire minimum et les tickets de rationnement des travailleurs. Ces petits progrès n'ont pas suffi à couvrir la perte du pouvoir d'achat des salaires. Ainsi, dans les manifestations de la droite du 23 janvier, il y avait la base sociale habituelle de la classe moyenne avec des secteurs de travailleurs, y compris certains syndicats qui, jusqu'au début de l'année, se revendiquaient du chavisme.

Quel est l'état d'esprit des classes populaires proches du gouvernement ?Quel est leur niveau de combativité, de rejet du coup d'État et de soutien au gouvernement ?Existe-t-il des phénomènes d'auto-organisation ou toute mobilisation populaire reste-t-elle subordonnée à l'initiative gouvernementale ?

Vous ne me l'avez pas demandé, mais il est bon de prendre en compte les éléments suivants pour les analyses et les caractérisations : après le 23 janvier, l'opposition a fait de gros efforts pour rassembler le même nombre de personnes, ou encore plus, à Caracas et à Valence. Ils ont à nouveau mobilisé pour le 2 février, mais tant leur nombre que leurs revendications n'étaient plus les mêmes.

Alors que les mobilisations chavistes du 23 janvier à Caracas étaient assez importantes, ils n'ont pas mobilisé dans d'autres villes. Cependant, « l'état d'esprit des classes populaires proches du gouvernement » est assez bon. Les chavistes ont organisé dans plus de six villes des mobilisations spectaculaires et même surprenantes les 28, 29, 30, 31 janvier et les 1^{er} et 2 février. Le rassemblement de Caracas du 2 février était aussi importante que dans les meilleurs moments du chavisme. Alors, à ce moment, le chavisme a été encouragé à prendre l'offensive contre le coup d'État ou l'invasion en cours.

Il n'y a aucune expression visible d'auto-organisation des bases. Les appels sont faits par le PSUV et les structures gouvernementales. Cependant, personnellement, je suis frappé par la présence de nombreux jeunes dans ces mobilisations.

Il semble évident que l'un des objectifs principaux de la stratégie du coup d'État est de casser le soutien monolithique des forces armées au gouvernement.Comment vois-tu cet

aspect ?Penses-tu qu'une intervention étrangère serait possible sans rupture interne des forces armées ?

Bien avant le 10 janvier, l'opposition et les hauts responsables du gouvernement Trump, et même des sénateurs de ce pays, tout comme certains gouvernements, tels que celui de Duque (Colombie), Bolsonaro (Brésil), Macri (Argentine) ainsi que Luis Almagro (Secrétaire général de l'Organisation des États américains, OEA) ont pensé que la chute de Maduro viendrait de secteurs des Forces armées nationales bolivariennes (FANB). Mais jusqu'à aujourd'hui, cela a échoué. Les membres de la FANB se sont vu offrir des sommes élevées en dollars et des garanties de pardon et de nomination à des postes élevés. Dès l'autoproclamation de Guaidó en tant que président par intérim, cet usurpateur s'est adressé aux membres de la FANB, promouvant une supposée loi d'amnistie pour les militaires qui se révolteraient contre le gouvernement de Maduro. Cette politique peut avoir un effet psychologique sur certains officiers en activité, mais à l'intérieur et à l'extérieur de la FANB aucune expression n'a été entendue, qui permette de croire que va surgir une force capable de se lancer dans une aventure suicidaire au côté de l'impérialisme et de ses laquais de l'opposition.

Comment caractériser-tu la stratégie de la droite et de l'impérialisme et comment est-ce que tu évalues le succès de cette stratégie jusqu'à présent ?

La stratégie de l'impérialisme a toujours été de se débarrasser à tout prix du gouvernement chaviste. Le départ de Maduro a été planifié à moyen et court terme. À partir du moment où il s'est installé en 2014, ils ont essayé de le mettre à la porte. Et dans la conjoncture actuelle, ils sont dans une situation d'urgence. C'est la raison pour laquelle les événements permettant d'atteindre cet objectif volent plus vite que les bilans qu'ils font de leurs opérations. Ils ont besoin d'en finir avec Maduro et avec l'expérience de la révolution bolivarienne pour mettre fin au cycle de l'instabilité et de gouvernements dits « progressistes » et plus ou moins souverains qui sont apparus sur notre continent depuis que Chávez a lancé le processus révolutionnaire. Après la trahison de Lenin Moreno en Équateur et après avoir complètement repris le Brésil et l'Argentine, profitant de ce rapport de force qui lui est favorable dans la région, l'impérialisme veut terminer le travail.

Bien sûr, ils voudront évincer Maduro et renverser le processus bolivarien au moindre coût politique possible, et s'ils ne l'obtiennent pas à court terme, ils essaieront de le faire à tout prix. Trump est un projet de secteurs de l'impérialisme qui cherchent désespérément que les États-Unis retrouvent l'hégémonie économique, politique et militaire dans le monde. Ils veulent récupérer la supériorité économique, financière et industrielle qui leur a été prise par la Chine. La force qu'ils ont préservée, fondamentalement, c'est la force militaire. Et ils n'ont pas l'intention d'adapter leurs agressions ni cette bataille pour renverser Maduro à un scénario, à un coup d'État classique.

Depuis une dizaine d'années, des exemples concrets de diverses mises en scène existent : en 2009, ils ont éliminé Zelaya, dans un style différent des coups d'État habituels au Honduras ; ils ont ensuite renversé Lugo au Paraguay avec un coup d'État parlementaire en 2012 ; et trois ans plus tard, avec coup d'État parlementaire et l'empeachment, ils ont balayé Dilma et ont injustement emprisonné Lula. Et, pour compléter, l'impérialisme a contribué à l'émergence des présidents au Brésil (Bolsonaro), en Argentine (Macri) et, plus récemment, au Salvador (Nayib). Pour cela, ils utilisent d'autres armes, comme les « fake news ». Avec ce nouvel instrument, ils trompent et embrouillent d'importantes franges de la population.

Bien sûr, la mauvaise gestion des gouvernements du FMLN, de Cristina Kirchner et du Parti des travailleurs (PT) leur a été utile pour réaliser cela.

Pour revenir au Venezuela, nous devrions préciser que l'impérialisme utilise ici ces deux instruments : la menace de recourir à une action militaire et une campagne de messages ou de fake

news. Pour revenir à une partie de ta question, certaines variantes pourraient surgir : entre autres celle apparue au Nicaragua dans les années 90 avec l'Accord de Contadora/Esquipula et la défaite électorale du sandinisme face à la médiocre Violeta Chamorro. Ici, dans la même situation, il y aurait une défaite du processus bolivarien et chaviste, ce qu'ils n'ont pas obtenu depuis presque 20 ans. Mais cette histoire n'est pas écrite, elle est en train d'être écrite, et pour le moment, ils n'ont pas gagné.

Le sentiment anti-impérialiste de notre peuple est historique et il est très fort. Il sera très difficile de nous faire plier. La majorité des ouvriers et des pauvres acceptera difficilement de hisser le drapeau des États-Unis, à l'instar de Guaidó et des dirigeants politiques de la droite qui l'accompagnent dans ses meetings publics. Ici, depuis la grève pétrolière de 1936 - qui est devenue une grève quasi nationale contre les gringos, les Anglais et la dictature militaire au pouvoir - a été semé un sentiment anti-impérialiste profond. Il a été reconstruit ou ravivé pendant plus de quinze ans par les messages et les enseignements de Chávez. Une rébellion insoumise a jailli ici et n'a jamais cessé depuis les 27 et 28 février 1989, comme en témoignent la lutte acharnée contre le coup d'État du 13 avril 2002, puis la réponse faite à la grève patronale (lockout) et au sabotage pétrolier... Ce sont tous ces affrontements de résistance que nous avons menés qui empêchent la droite et l'impérialisme de chasser Maduro par la force. Rappelons, qu'au Nicaragua ils ont déclenché une guerre civile et utilisé la guérilla et la trahison du commandant Eden Pastora pour atteindre leurs objectifs.

Une vision internationale répandue, non seulement dans la presse impérialiste, mais également dans les secteurs de la gauche, décrit le gouvernement Maduro comme complètement dégénéré, rongé par la corruption, la bureaucratisation et l'autoritarisme politique. Une sorte de « thermidor bolivarien » qui aurait mis fin à toutes les conquêtes de Chavez. Certains secteurs de gauche considèrent la confrontation actuelle comme une « polarisation réactionnaire » (ce qui semble être inspiré par un parallèle avec certains pays du Moyen-Orient, où l'impérialisme et le fondamentalisme djihadiste s'affrontent, et où les secteurs populaires ne peuvent que rejeter les deux). Que penses-tu de cette caractérisation ? Comment évalues-tu les éléments de l'autoritarisme, de la corruption et de la bureaucratisation présents dans le gouvernement de Maduro ? Y a-t-il eu répression de la gauche, des syndicalistes ou des mouvements sociaux ? Quel rôle joue la gauche antichaviste ?

Oui, il y a des secteurs de la gauche, y compris de nombreuses vieilles organisations d'origine trotskiste, qui qualifient le gouvernement de Maduro de dictature, de fasciste, de criminel détenant des centaines de prisonniers politiques. Et même d'être un gouvernement illégitime. Ils coïncident là avec la campagne menée par la presse mondiale bourgeoise, qu'ils répètent. Ces qualificatifs sont la base du soutien à l'impérialisme, à quelques gouvernements de la région et aux secteurs de droite vénézuéliens. Ils sont utilisés pour demander l'intervention militaire, pour geler les comptes de PDVSA dans des banques étrangères et pour exproprier l'or déposé en Angleterre ainsi que d'autres vols des ressources du pays. Pour moi, ces qualifications sont très déplacées et ne correspondent pas du tout.

J'ai critiqué les mauvaises politiques des gouvernements de Chávez et de Maduro. Oui, au Venezuela il y a une infinité de problèmes économiques et sociaux, dont le gouvernement Maduro est largement responsable. Le gouvernement de Chavez, et encore moins celui de Maduro, ne sont pas socialistes, indépendamment du fait qu'ils ont collé l'étiquette « socialiste » sur les repas vendus à bas prix ou sur toute autre entreprise ou activité. Les taux élevés de corruption des fonctionnaires et de toutes les institutions de l'État sont indéniables. Ils sont de manière évidente incapables de résoudre la crise économique, d'empêcher le déficit budgétaire ou la fuite des capitaux, de contrôler

le prix du dollar et les coûts de production et de commercialisation. C'est un gouvernement qui continue à payer la dette extérieure alors que nous subissons le blocus économique impérialiste. Il n'a remis en cause aucun des monopoles, tels que le groupe Polar ou d'autres, alors que ce sont ces monopoles qui stockent les aliments pour les surfacturer ou les distribuent selon leurs caprices.

J'habite à Valence, une ville industrielle, je suis syndicaliste, et je peux te dire que les zones industrielles sont presque paralysées, qu'il y a des secteurs industriels totalement ou presque totalement paralysés, que les conditions de travail, de sécurité, de salaire dans des secteurs essentiels - tels que l'électricité, le pétrole, la santé, l'enseignement - se sont détériorées de manière alarmante. Mais il faut être clair, dans tout cela, pèse la responsabilité du gouvernement mais aussi le blocus économique et commercial du Venezuela.

Cependant, comparer le gouvernement de Maduro avec les régimes existant dans les pays du Moyen-Orient, où la démocratie et les libertés n'existent pas, c'est de la folie et de la canaillerie. C'est incomparable et inacceptable. Le gouvernement Maduro a-t-il commis des actes d'autoritarisme, réprimé certaines manifestations et empêché une grève ? Bien sûr que oui. Je ne justifie pas ces excès. Mais cela ne mérite pas la qualification de répressif ou l'ampleur de cette campagne de dénonciation. Ils ne font pas la même campagne contre le Brésil, l'Argentine, la Colombie, le Mexique ou un autre gouvernement, dont la répression et les crimes d'État sont plus évidents.

Il y a des prisonniers politiques et il faudrait ouvrir une commission d'enquête pour savoir combien et qui ils sont. Cependant, tous les prisonniers que la droite (et même cette « gauche » antichaviste) met en avant, ne sont pas politiques. Dans cette liste il y a des antichavistes meurtriers, comme ceux qui ont brûlé vives des personnes qui se trouvaient dans des centres commerciaux situés dans des quartiers résidentiels de la classe moyenne et qui ont été considérées comme des chavistes d'après leur aspect physique. Cette liste de prisonniers politiques est pleine de ceux qui ont égorgé des chavistes circulant en voiture, qui ont empêché la libre circulation et qui sont responsables des morts dans ces actions violentes. Il y a des secteurs de la gauche, antichaviste ou antimaduriste, conscients ou inconscients, qui font le travail de la droite.

Qu'as-tu pensé de la récente réunion des membres de la Plateforme citoyenne pour la défense de la Constitution avec Juan Guaidó ?

C'est triste J'ai eu beaucoup de peine. C'est vraiment embarrassant. Je connais la plupart de ceux qui représentent la Plateforme citoyenne pour la défense de la Constitution (PCDC) et qui étaient à cette réunion avec ce putschiste et agent de l'impérialisme Juan Guaidó. J'ai depuis longtemps un grand respect et une grande estime pour presque tous d'entre eux. Mais cette action est très discutable de tout point de vue. Leur principal argument est qu'ils sont allés rencontrer Guaidó pour « éviter la guerre » et pour que « le peuple souverain s'exprime lors d'un référendum consultatif ». Ces deux prémisses signifient :

1) qu'ils ne croient pas que Guaidó est un agent de l'impérialisme ni que son autoproclamation comme supposé président du Venezuela fait partie d'un chef-d'œuvre du grand coup d'État du XXI^e siècle - toujours en cours. Ceux du PCDC ne croient pas que Guaidó et tout son réseau sont des manœuvres l'impérialisme yankee et qu'ils peuvent provoquer un scénario de violence et de morts, en plus d'une occupation au Venezuela ;

2) peut-être que ceux du PCDC ne savent pas que leur proposition de ce référendum consultatif ou l'appel à l'élection présidentielle - alors que le président élu n'exerce sa présidence que depuis moins d'un mois - ne sert que de porte de sortie pour les putschistes impérialistes. Proposer d'accorder un référendum consultatif ou des élections présidentielles à l'usurpateur et au grand

représentant vénézuélien de l'impérialisme et des gouvernements complices de ce dernier, qui sont les mêmes qui ont imposé un blocus économique et commercial, qui sont les principales causes de cette crise économique, de cette hyperinflation qui fait que nos salaires n'existent plus, c'est jouer leur jeu. Des élections avec un blocus économique et encerclés par l'armée impérialiste ? Qu'est-ce que c'est ? Se réunir avec cette canaille pour lui proposer d'éviter la guerre, alors que c'est lui et ses maîtres qui la provoquent ? La plus grande ironie c'est qu'ils se font appeler Plateforme en « Défense de la Constitution ». J'ai envie de leur dire, à la mexicaine : « ne la défends pas comme ça, compadre ! ».

Si ce n'est qu'une preuve de leur naïveté, ils devront supporter tous les qualificatifs accordés par les divers groupes, organisations de tout type et par des particuliers. Aujourd'hui, j'ai lu les déclarations de Gonzalo Gómez, faisant référence à ce qu'il appelle « des distorsions et des calomnies à propos de la rencontre avec Guaidó ». J'ai toujours apprécié et beaucoup estimé Gonzalo. Nous avons une longue histoire commune de militantisme révolutionnaire. Nous avons été des dirigeants du PST « La Chispa », j'étais avec lui jusqu'à la fin de 2015 dans la coordination nationale de Marea Socialista et nous sommes toujours ensemble pour la publication d'*Aporrea*. Dans cette déclaration, il dit : « Ils prétendent ne pas comprendre le sens de l'initiative : éviter la guerre et que le peuple souverain s'exprime dans un référendum consultatif ». Cependant, il ne dit pas quelles sont ces distorsions et ces calomnies, sauf une : « Ce n'était pas dans l'Ambassade de Colombie comme ont voulu le faire croire les équipes de mercenaires informatiques sur les réseaux sociaux et avec leur Fake News ». En outre, il indique dans sa réponse qu'il demande également une réunion d'urgence avec Nicolás Maduro, reprenant les mêmes arguments et objectifs que lors de la réunion avec Guaidó, tout en précisant que le PCDC ne reconnaît pas Guaidó comme président de la République mais en tant que président de l'Assemblée nationale. Et il termine sa déclaration d'hier par ceci : « Les seules réunions qui se tiennent sont avec des ambassades comme celle du Mexique, de l'Uruguay et la Nonciature apostolique pour présenter la même approche, en insistant sur la médiation pour un dialogue pluriel et social, et non sous des coupes ou dans des cénacles, et bien sûr dans le cadre constitutionnel et démocratique que nous donne la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela ». Avec cette dernière partie, la bonne chose c'est de « savoir » que s'ils y participent (PCDC), alors ces médiations pour un dialogue pluriel et social ne seront pas celles des « coupes ou des cénacles ». C'est tout ce que je peux dire sur la réunion du PCDC et de Guaidó et sur ses conséquences.

Existe-t-il des signes montrant que le gouvernement est prêt à négocier politiquement avec la droite une capitulation ou une transition « ordonnée » ?

Il doit y avoir des membres du gouvernement, dont des civils et des militaires, qui souhaitent maintenant négocier avec des secteurs de la droite vénézuélienne et de l'impérialisme. Parmi ceux qui occupent des postes dans l'exécutif et dans la FANB, un grand nombre n'est ni anticapitaliste ni anti-impérialiste. Certains, qui disent qu'ils le sont, craignent une intervention militaire impérialiste ou une situation de guerre civile. Mais une chose est ce que l'un ou l'autre veut et une autre ce que les conditions objectives et la lutte de classe peuvent nous apporter. La direction politique du PSUV et le président Maduro ainsi que l'essentiel de l'environnement du gouvernement accepteront-ils une élection présidentielle ou un référendum dans 30 jours ou dans 3 mois, supervisés par les mêmes organisations multilatérales qui les ont harcelés tout au long de cette période, et quand alors commence leur période constitutionnelle ? Alors qu'ils ont encore une base sociale respectée et déterminée pour résister aux attaques ? Les tensions entre les partis vont-elles baisser ou l'impérialisme va-t-il exercer davantage de pressions ? Des représentants du gouvernement assisteront à la conférence convoquée à Montevideo (Uruguay) cette fin de semaine. Ils chercheront alors la voie du dialogue. Ils annoncent que le mécanisme de fonctionnement sera présenté en quatre étapes :

1. « Dialogue immédiat », c'est-à-dire s'asseoir à la table ;
2. Négociation ;
3. « Engagements ou accords » ;
4. « Mise en œuvre ».

Ok, et combien de temps prendra le développement de ces quatre étapes ? L'autre question intrigante est la suivante : en cette période de dialogue et de mise en œuvre des accords, que va faire l'impérialisme ? Lèvera-t-il les sanctions ou maintiendra-t-il ses canons et ses missiles pour accélérer la mise en œuvre des accords ?

Quelle est la réalité des « milices populaires » ? Quelle capacité de résistance militaire le gouvernement vénézuélien aurait-il en cas d'intervention étrangère ou de guerre civile ?

Dans une déclaration publique de LUCHAS, nous demandons urgemment de répartir, au moins dans environ 11 000 communes, un nombre égal d'officiers et de sous-officiers de notre FANB, afin qu'ils cohabitent avec les communautés et organisent dans le domaine militaire la résistance anti-impérialiste. Je crois que l'alliance civico-militaire doit être créée à partir des espaces communautaires. Dans cette déclaration, nous avons expliqué : « *Nous exhortons les travailleurs et la population à intégrer volontairement ces "50 000 unités de défense populaire dans tous les quartiers, toutes les villes et dans chaque coin et recoin du pays (entités de travail et d'étude), afin qu'ils appuient et renforcent la défense intégrale de la patrie", comme le président Maduro l'a demandé* ». Les milices populaires ou ces unités de défense populaire sont en cours de construction. Et le Corps des milices existe depuis des années et il y a déjà deux millions de miliciens, dont beaucoup sont appelés à être des soldats actifs et permanents dans les autres forces de la FANB. On dit aussi que la FANB possède un armement très moderne, une bonne logistique et un professionnalisme très respectable.

Nous voulons également appeler à former des « Brigades internationales Simón Bolívar » de solidarité avec le Venezuela. Nous demandons aussi que 1) la Fédération syndicale mondiale (FSM), les confédérations nationales, les fédérations, les syndicats et diverses organisations des mouvements sociaux du monde, fournissent des médicaments, des aliments et des matières premières au gouvernement légitime du président Maduro et/ou aux organisations syndicales et du mouvement social vénézuélien. Et 2) que les organisations sociales latino-américaines organisent des caravanes de solidarité avec le Venezuela et entrent par nos frontières avec la Colombie et le Brésil.

Le gouvernement est depuis longtemps paralysé dans le domaine socio-économique, montrant là, en premier lieu, de l'incompétence à faire face au siège économique et à la chute du prix du pétrole. Mais il est également responsable d'une désorganisation économique générale qui ne peut pas uniquement résulter d'un sabotage délibéré, mais qui est généralement une conséquence plus objective de l'application de politiques de redistribution stricte sans rupture décisive avec la structure capitaliste héritée (ce qui conduit à la grève des investissements, à la fuite des capitaux, à l'inflation, etc.). Le gouvernement a-t-il une initiative à ce sujet ? Des mesures drastiques telles que la nationalisation du secteur bancaire et du commerce extérieur ou l'expropriation de sociétés qui spéculent avec les souffrances de la population sont-elles débattues ou proposées par certains secteurs du gouvernement ?

Je considère que ces points, que tu questionnes, sont les talons d'Achille du gouvernement. Et s'il n'agit pas rapidement et ne résout pas les conséquences de sa paralysie sur le terrain économique et social, cela fera plus de mal que tout missile ou toute entrée « d'aide humanitaire » impérialiste. S'il ne parvient pas à contrôler, de manière efficace et à long terme, la spéculation sur le change et les

pénuries, les prix des denrées alimentaires et des médicaments et à encourager la production nationale de biens de consommation et de services, il finira par perdre sa base sociale et survivra difficilement. Entre autres choses, il doit décider de ne pas continuer à payer la dette extérieure, empêcher la fuite des capitaux, imposer des prélèvements progressifs sur le patrimoine et une distribution contrôlée des marchandises c'est-à-dire le fonctionnement d'un social et des travailleurs, sans quoi nous mourrons en faisant notre devoir.

Je comprends qu'il est difficile de faire un pronostic dans ce contexte, mais je dois aussi te demander : que peux-tu attendre ? Quelles hypothèses sur l'évolution des événements te semblent plausibles ?

Oui, il est très difficile de faire des pronostics. Je n'ai pas de pronostics. Permetts-moi de terminer cet entretien avec notre devise ou notre raison d'être : « Lutte et lutte, ne cesse pas de lutter, pour un gouvernement ouvrier, ouvrier et populaire ».

Propos recueillis le 2 février 2019

* Stalin Pérez Borges est un dirigeant syndical historique et un vétéran du militantisme pour le socialisme. Il anime la Ligue socialiste unifiée chaviste « LUCHAS » (un groupe qui a le statut d'observateur permanent dans le Comité international de la IV^e Internationale) et est membre du Conseil consultatif de la Confédération des travailleurs socialistes bolivariens (CBST). Cet entretien a été réalisé par Martín Mosquera de la revue argentine *Intersecciones*, qui se présente comme « une publication collaborative parce qu'elle se nourrit des apports et de diverses réflexions, de disciplines et de provenances hétérogènes avec un horizon commun : aider la recherche d'intersection entre tous ceux et toutes celles qui pensent qu'aujourd'hui il n'y a pas de recettes préconçues et que le chemin vers le dépassement des oppressions multiples est à construire. » Paru le 2 février 2019 dans *Intersecciones* : <http://intersecciones.com.ar/index.php/articulos/147-venezuela-costara-mucho-doblegarnos> (Traduit de l'espagnol par JM).

Uma coleção de grandes [ferramentas HTML, CSS e JS](#) online e recursos podem ser encontradas em html-css-js.com : embelezamento de código, folha de trapaça, geradores de estilo, links úteis e muito mais.

Martín Mosquera
Staline Pérez Borges

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Repris d'Inprecor n° 659/660